

ORDRE DU JOUR DU COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT
MAINTENANCE & TRAVAUX
Mercredi 21 mars 2018

A – APPROBATION

Approbation des PV des CE du 25/01 et du 20/02

B – CONSULTATION DU CE

B1 – Report de congé individuel de formation.
.

C – INFORMATIONS DU SECRÉTAIRE

D – INFORMATIONS À L'INITIATIVE DU SERVICE

D1 - Les évènements de sécurité remarquables de février 2018.

D2 – Information relative au projet « Nouvel'R ».

D3 – Information sur le projet de rattachement de l'Unité Magasin Voie du Mans de l'Infrapôle Pays de la Loire à l'Etablissement industriel Equipement de Saint-Dizier.

D4 - Transmission du rapport d'activité 2017 et du budget 2018 M&T, du rapport sous-traitance en vue de la consultation sur le bloc 2 de la loi Rebsamen : « Situation économique et financière » .

D5 – Information sur les cadres d'organisation des établissements du périmètre CE M&T.

D6 – Information sur l'évolution générale des commandes et l'exécution des programmes de production.


D7 – Présentation de la politique de prévention des risques liés à la consommation de produits psychoactifs du GPF.

E – QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉLUS DU CE M&T

1. La délégation souhaite :
 - connaître qui entretient les voies du TI de Saintes ?
 - savoir pourquoi SNCF Réseau n'effectue plus la maintenance préventive du TI de Saintes ?
 - savoir quel est l'état des voies du TI de Saintes sachant que la maintenance curative est à la charge de SNCF Réseau ?
 - savoir qui a décidé du classement en C3 de 14 voies du TI de Saintes ?
 - savoir quel est le coût et quand seront rénovées ces voies ?
2. La délégation demande à obtenir de la part de la direction le contrat passé entre les différents interlocuteurs pour la maintenance des voies du TI de Saintes ?
3. La délégation souhaite connaître :
 - le CPER qui a été validé par la région pour la rénovation de la ligne Niort - Thouars ?
 - pour quelles raisons les travaux ne vont pas être réalisés alors que le CPER les a validés ?
 - le coût total nécessaire pour la ligne Niort- Thouars ?
4. La délégation souhaiterait avoir tous les CPER en cours et à venir sur la Nouvelle Aquitaine ?
5. La délégation souhaite que leur soit remis les Cadres d'Organisations 2018, par Etablissements, en détaillant les UP et équipes.
6. La délégation souhaite avoir des informations sur le futur centre de formation sur Bordeaux ?
7. La délégation souhaiterait connaître la justification économique, et les raisons qui ont conduit la direction à vouloir externaliser le métier de SE sur PAU ? Nous souhaiterions avoir le projet.
8. Suite aux échanges de la dernière plénière, la délégation demande une information/consultation de tous les CHSCT concernant le RSO et que l'ensemble des formations des agents soient stoppé jusqu'à ce que les CHSCT soient consultés
9. Egalité professionnelle
 - Quelles sont précisément les modalités de calcul et d'attribution de la GIR ou Prime des femmes ayant été en situation de grossesse en 2017 ?
 - Certains managers ne semblent pas connaître le RH 00881. La Direction RH fait-elle des rappels sur le sujet en 2018 ?
10. La délégation demande le programme du train de la sécurité 2018 (dates et contenus). Combien d'agents des 43 établissements pourront accéder à ce train de la sécurité ? Est-il prévu cette année de faire participer les agents des LPA éloignés des villes étapes ?
11. Futur texte MT 7256 - Certification des conducteurs de trains de l'Infra M&T. Comment la Direction et le Département emploi compétences comptent-ils se mettre en conformité en ce qui concerne les compétences requises des encadrants ?
12. Evolution des méthodes et de l'organisation du travail dans la gestion d'utilisation
 - Quel est le calendrier de déploiement de l'application ASTRID dans les 43 établissements ?
 - Quel sera l'impact sur les métiers GU (contenu du travail, effectifs, qualifications) ?
13. Quel accompagnement managérial est prévu dans les 43 établissements pour expliquer le RA 00644 et ses nouvelles prescriptions réglementaires ?

14. Suite au rapport SPINETTA, la délégation demande une cartographie des lignes des groupes UIC 7 à 9.
15. La délégation demande comment 2 PN ont-ils pu rester ouverts sur ligne exploitée du 28 décembre 2017 au 2 janvier 2018 entre Beaumont et Castelsarrasin (ligne exploitée par SFERIS).
16. Nous demandons à connaître les mesures prises par la direction suite aux directives de l'Inspection du travail (courrier daté du 08 01 2018 à la direction Maintenance Travaux et MTP EO) concernant le risque amiante dans les engins de l'Infra ?
17. Nous demandons une information sur le quasi-accident (heurt par circulation) survenu le 22 janvier 2018 sur l'Infrapôle Languedoc-Roussillon.
18. Nous demandons à connaître le nombre de fiches EDMA établies en 2017.
19. Nous demandons où en est le déploiement de SECUFER et les modifications apportées par cette mise en place.
20. Nous demandons si les GU chargés de former les agents à l'utilisation d'ASTRID sont considérés comme formateurs relais ?
21. Nous demandons pourquoi la gazette hebdomadaire des incidents (ESR + ES) n'est plus diffusée aux établissements depuis le début de l'année 2018 ?
22. La délégation demande quel est l'avenir des lignes vosgiennes, entre Epinal/St Dié des Vosges L062.000, et Epinal/Aillevillers L042.000. Sont-elles promises à une fermeture certaine ? Fermeture apparemment programmée pour le 1^{er} juillet 2018. Qu'en est-il ? La Direction peut-elle nous éclairer à ce sujet ? Quel service de transport public de proximité veut-on ?
23. De plus en plus, avec des effectifs de brigade qui réduisent comme peau de chagrin, les détachements imposés sur Paris et RVB ; les DPx sont obligés de regrouper plusieurs brigades pour réaliser les chantiers. Ce qui génère du risque supplémentaire avec le risque routier. Il faut se donner les moyens de ses ambitions, pour assurer une maintenance des lignes de « tous les jours », et embaucher des agents pour combler les postes vacants. La délégation demande si les récents accidents routiers mortels pour notre activité vont remettre en cause ces pratiques ?
24. Qu'en est-il du projet APO (Anticipation du Pré-Opérationnel) et le lien avec SIPH ?

P/ Président du CE M&T
Brigitte CAPPONI, DRH



Secrétaire du CE M&T
Jean-François SOCHARD

